

Université féministe d'été 2008

Économie et féminisme : la théorie et la pratique au croisement de l'action militante

Sylvie Morel
Professeure d'économie
Département des relations industrielles
Université Laval

Quand l'économie est féministe...

Requiert déjà de préciser à quels niveaux on emploie le **terme « économie »** :

- 1) aux **savoirs constitués *sur* l'économie** ou la **théorie** économique

- 1) aux **modalités concrètes d'organisation sociale ayant cours *dans* l'économie** ou les « **faits** » économiques

En conséquence, **l'économie peut être féministe** à ce double point de vue :

- 1) au niveau de la **théorie**, par le recours aux **analyses de genre de l'économie**

- 2) au niveau des **faits**, par des **institutions économiques conçues de manière à bénéficier particulièrement aux femmes** (présuppose d'évaluer les institutions économiques existantes dans la perspective de l'analyse différenciée selon le sexe)

Un pas de plus pour l'analyse et l'action féministes

quand **théorie et pratique** s'interfécondent dans le cadre d'une même démarche de connaissance, quand la théorie économique s'enrichit de la connaissance des institutions ou de l'expérience terrain et vice versa :

la théorie et la pratique peuvent coïncider avec **l'action militante**

seule une théorie en prise sur le monde réel peut être mise au service d'une action de transformation du monde dans une voie progressiste

cette articulation théorie-pratique :

n'est pas à la portée de toutes les cadres théoriques

= la démarche suivie par de nombreuses féministes

= la démarche suivie par les économistes du courant de l'« institutionnalisme des origines »

Propos : réflexion sur questions de théorie – pratique – action militante

Plan de la présentation

Introduction

1. Présentation de deux expériences militantes convergentes

1.1 L'appel intitulé « Pour une autre vision de l'économie »

1.2 Une formation en économie pour les militantes des groupes de femmes

2. Théorie économique et analyse de genre

2.1 Le cadre théorique : un choix déterminant

2.2 Des exemples de convergences entre l'institutionnalisme des origines et l'analyse de genre

Conclusion

1. Présentation de deux expériences militantes convergentes

2 expériences militantes : convergence des objectifs

- Contester le discours économique dominant
- Élaborer des discours économiques alternatifs

= enjeu fondamental pour les universitaires et militantes féministes

1.1 L'appel intitulé « Pour une autre vision de l'économie »

Un texte publié dans *Le Devoir*, février 2008, rédigé par 7 économistes

Résumé d'un appel plus long : <http://www.economieautrement.org>

- Appuyé par plus de 120 économistes au Québec
- Par près de 1,200 citoyens et citoyennes

Autres initiatives visant à développer « l'éducation citoyenne » en matière économique

- 1) *Appel des économistes « contre la pensée unique » (France, 1996)*
- 2) *Mouvement des étudiants pour la réforme de l'enseignement de l'économie (France, printemps 2000, Europe, Etats-Unis)*
- 3) *Manifeste pour l'économie humaine (Charte mondiale pour l'économie humaine)*
- 4) *« Quasi-manifeste » Vers une économie politique institutionnaliste (automne 2007)*

L'Appel « Pour une autre vision de l'économie » : quelques constats

1. L'importance démesurée de l'économie dans nos sociétés

La société est en permanence plongée dans un tourbillon d'informations, d'idées et d'opinions portant sur les phénomènes économiques

L'importance des questions économiques = problèmes qui nous touchent de très près ; ex. : environnement, emploi, financement services publics, etc.

Constat = l'argumentation économique s'impose de manière décisive

Dans la société et dans le monde académique : les économistes bénéficient ainsi d'un statut à part

Le discours économique = la ligne quasi-incontournable à suivre
« triomphe de la norme économique généralisée » (Caillé 2007)

2. Le manque de pluralisme dans le discours économique ou l'existence d'une pensée dominante en économie

- **2^e problème** : la manière dont sont actuellement menés les débats économiques
- manque de pluralisme : une seule vision de l'économie est généralement présentée :
- Cette vision =
 - surtout celle d'une approche économique appelée « néo-classique » développée depuis la fin du 19^e s. (nombreux avatars)
 - trouve un appui dans la formation universitaire : la grande majorité des économistes adhèrent à ce paradigme
 - = conception dominante : économie dominante, science économique standard, économie « orthodoxe » (vs « hétérodoxie »)

Sert de fondement au néolibéralisme

Le paradigme standard (néo-classique)

- Conception de l'économie comme phénomène naturel : lois économiques (nécessaires – immuables – universelles – harmonieuses) donc conçue selon le modèle des sciences de la nature
- Définition d'une « science économique » comme science des choix (théorie économique est présentée de façon instrumentale)
- Sujet économique = l'*homo oeconomicus* (agents économiques sont postulés comme étant libres, égaux et rationnels)
- Rationalité, optimalité et équilibre : grands référents de l'approche dominante
 - postulat de rationalité : action économique = comportement d'optimisation
 - équilibre : fonctionnement de l'économie = une mécanique régulée par les prix de façon automatique ; résultat de l'interaction des actions individuelles (individualisme méthodologique)
- Position impérialiste face aux sciences sociales : la prétention de pouvoir expliquer tous les comportements comme un processus de choix en contexte de rareté, touchant, de ce fait, presque toute la panoplie des comportements humains

3. Une pensée économique insatisfaisante

3e problème : concourt à la pauvreté des débats économiques

1) elle offre une représentation fictive de l'économie

Explique les comportements économiques en se détachant complètement des contingences de l'économie réelle ;

fiction d'un monde harmonieux (lois économiques expriment un ordre préétabli) sans conflits ou rapports de pouvoir ;

utopie d'un monde, d'une machine économique qui s'autorégule.

2) elle légitime l'ordre établi :

- sert de fondement au néo-libéralisme : la conception de l'économie comme étant gouvernée par des lois naturelles est le **fondement de la doctrine du laisser-faire** :
 - dans un univers économique régulé automatiquement, toute intervention extérieure – interventions publiques, actions syndicales et des groupes de défense des droits, etc – apparaît nécessairement comme étant une source de dysfonctionnement
- convergent vers croyance dans l'efficacité des marchés et prescriptions normatives

3) elle entretient une vision déterministe de l'économie

lois économiques s'imposent aux « lois des humains »

déligitime l'espace du politique

Une fausse unanimité

Derrière cette unité de façade imposée par la pensée dominante en économie = **réalité méconnue et sous-estimée** :
une grande diversité de points de vue parmi les économistes

L'hégémonie de l'approche néo-classique et du néolibéralisme,
n'est aucunement synonyme d'unanimité dans la discipline

« il n'existe pas de théorie économique qui soit reconnue comme valable, du moins pour l'essentiel, par tout le monde. (...) **Les divergences ne portent pas sur des points de détail, mais sur des questions de fond, sur la façon même d'aborder les problèmes économiques et, bien entendu, sur les solutions préconisées** : c'est là une différence essentielle entre "science" économique et sciences de la nature » (Guerrien, 1989:6).

- **Le marxisme, l'institutionnalisme et le keynésianisme et d'autres courants**
 - = rejet de cette vision
- **Elle est revenue en force à partir de mi-1970 sous divers avatars = contexte politique**
 - monétarisme, économie de l'offre, école des choix publics, nouvelle macroéconomie classique

L'abondante littérature en économie féministe développée depuis le début des années quatre-vingt-dix = **impact négligeable sur l'économie dominante** (Ferber, Nelson, 2003)

Économie dominante

= étroitesse des propositions de réforme

- diagnostics et propositions : conception de l'économie détermine l'orientation des politiques publiques
- oriente les débats vers ce que les tenants de la pensée dominante identifient comme étant les « vrais » problèmes économiques :
 - une dette publique excessive
 - des protections sociales trop généreuses : assurance chômage, aide sociale, services publics
 - un État trop puissant
 - les entraves de tout type au « libre marché » ou au « libre commerce »
 - la frilosité des acteurs sociaux et « déficit d'innovation » de la société québécoise

Un enjeu fondamental pour les féministes

D'autres regards mènent à d'autres diagnostics et propositions :

- une dette publique excessive vs **l'insuffisance du financement des services publics** (santé, éducation, garde et soins aux personnes « dépendantes »)
- des protections sociales trop généreuses vs **la nécessité de lutter contre l'insécurité économique** (chômage, précarité, pauvreté, en particulier des femmes)
- un État trop puissant vs **l'importance de la régulation économique** (de la macroéconomie aux lois spécifiques : régulation du capitalisme financier, soutien de la demande, conditions de travail et équité salariale)
- les entraves de tout type au « libre marché » ou au « libre commerce » vs les **inégalités de pouvoir dans la société et l'importance d'instituer des « contre-pouvoirs »** (politique industrielle dans certains pays du Sud, syndicalisation, démocratie industrielle)
- la frilosité des acteurs sociaux et « déficit d'innovation » de la société québécoise vs **soutien et accompagnement aux personnes et aux groupes, démocratie participative**

4. L'appel au pluralisme

- Quels que soient les problèmes économiques considérés (environnement, développement local et régional, finances et services publics, chômage, précarité, pauvreté, exclusion, discrimination, niveau et répartition des revenus, etc.) :
 - les solutions devront être construites et ne pourront l'être que collectivement (vs le « marché »)
 - le défi le plus fondamental = revivifier le pluralisme dans le discours économique, en redonnant droit de cité aux conceptions économiques alternatives
= ouvrir le débat sur le plus grand nombre possible d'options de changement social
- = rouvrir l'éventail des possibles afin de nourrir véritablement les débats de société

Une large réflexion, pluraliste et contradictoire pour surmonter l'impasse actuelle, en nous dotant des instruments de pensée permettant de bien saisir les réalités complexes actuelles et d'imaginer des solutions appropriées pour les affronter

1.2 La formation en économie pour les militantes des groupes de femmes

La formation *Discours économiques alternatifs et revendications féministes*

- atelier octobre 2002 à Québec, sur les options économiques et la sécurité économique des femmes
- initiée en lien avec la Fédération des femmes du Québec (FFQ), le groupe français ASTER (Actrices sociales des territoires européens ruraux) (Europe-Afrique), le Collège coopératif de Paris, la Marche mondiale des femmes, le Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail (CIAFT), la Table régionale de groupes de femmes de la Mauricie, le Centre des femmes de Shawinigan et Relais-femmes.
- Financée par Alliance de recherche IREF/Relais-femmes (ARIR) et Ministère de l'éducation
- 2004 à 2006 ; 2 modules de 2 jours chacun (S. Morel et R. Rose)
- Une centaine de F dans 6 régions du Québec (Matane, Chicoutimi, Drummondville, Rouyn, Québec, Montréal) + Collège coopératif de Paris (CCP) et Réseau ASTER-International (Actrices Sociales des Territoires Européens Ruraux) (en 2007, Centre des F, Carleton)

Objectif et pari

L'**objectif** de la démarche : réunir des universitaires et des représentantes des groupes de femmes pour élaborer une formation qui permette d'outiller ces dernières dans l'élaboration de leurs argumentaires économiques (opposition et propositions)

Le **pari** : une meilleure appropriation des discours économiques (orthodoxie – hétérodoxie : donc la théorie) peut permettre de renforcer les positions de pouvoir des groupes de femmes

parce que ces discours sont déterminants dans l'orientation des politiques publiques et des choix politiques

Enjeux

1. Enjeu citoyen : combler un déficit démocratique

Rencontres nationales sur l'enseignement de l'économie (Paris, 2003)

« Comprendre l'économie pour comprendre le monde :
une exigence démocratique

La démocratie meurt quand les citoyens sont dépossédés des moyens d'intelligence et de transformation du destin collectif. A un moment où les phénomènes économiques qui pèsent le plus sur l'existence individuelle et sociale sont majoritairement présentés comme des « contraintes », des « lois », des « mécanismes », c'est-à-dire des fatalités devant lesquelles l'humanité est impuissante, **il est de la plus grande nécessité de s'interroger sur la manière dont s'opère la diffusion ou, bien souvent, la non diffusion des moyens intellectuels** permettant de comprendre la nature du système économique qui régit les sociétés et plus fondamentalement encore, permettant de saisir le rôle que joue l'économie dans la société, dans le fonctionnement politique, dans la marche du monde. (...) **Comment l'enseignement et la formation peuvent-ils donner effectivement aux citoyens les instruments théoriques et factuels qui leur sont indispensables pour comprendre le sens des transformations économiques et sociales et avoir prise sur ces évolutions ?** ».

2. Enjeu politique pour les groupes progressistes, dont le mouvement des femmes : aller sur le terrain de la théorie économique

Contre une posture trop souvent adoptée :

opposition de l'économie et du social : rejeter en bloc l'ensemble de la théorie économique, et lui opposer des arguments tirés des registres de la sociologie, des sciences politiques ou de toute autre discipline considérée comme étant « sociale »

Une mauvaise stratégie :

- voir économie et social comme 2 catégories mutuellement exclusives = raisonnement dualiste qui empêche de penser la complexité des faits économiques ;
- se placer soi-même en position de faiblesse : aux économistes, on laisse l'économie, « ce qui est sérieux », pour soi, le reste (« ce qui ne fait pas sérieux ») ;
- revient à crédibiliser le discours économique dominant : en laissant aux économistes qui le défendent tout le terrain de l'économie, on valide, par le fait même, leur prétention à pouvoir rendre compte de manière satisfaisante des faits économiques

Certains résultats

Difficultés :

- d'un projet mené en partenariat université-mouvement associatif ;
- dues à l'arrimage entre les différentes approches théoriques hétérodoxes pouvant être utilisées ;
- dues au débroussaillage requis en raison de l'originalité de la formation, qui était d'être de nature théorique (les discours alternatifs en économie qui intègrent une perspective féministe).

Réussite :

- l'apport de connaissances théoriques a permis de faire de nouveaux liens entre discours économiques et certaines revendications portées par la FFQ ;

- Le projet a contribué à systématiser les acquis des groupes de femmes dans le champ économique
- Plusieurs revendications en matière économique ont été étudiées en cours de formation (équité salariale, répartition des revenus et rôle de l'assistance sociale, etc.) même si trop tôt pour vérifier dans quelle mesure la formation aura contribué au renouvellement des revendications et des pratiques économiques des groupes.
- Cela dit, on peut quand même observer que, grâce à la formation, **un changement de posture s'est opéré chez les participantes** :
 - elles se sentent moins démunies face au discours dominant ;
 - elles se donnent le droit de réagir et de critiquer des bases théoriques et des arguments du discours néo-libéral.

Production d'un cahier d'autoformation :

- Morel, S. 2008 (adaptation : Annick Druelle). *Une approche économique alternative à la vision dominante : l'institutionnalisme de John R. Commons*, Cahier d'autoformation destiné aux militantes des groupes de femmes, Montréal, Relais-Femmes ;
http://www.relais-femmes.qc.ca/nouveautes.php/#textes_en_ligne

2. Théorie économique et analyse de genre

2.1 Le cadre théorique : un choix déterminant

Les **choix théoriques privilégiés par les féministes sont déterminants** pour garantir la justesse et la pertinence de leurs analyses économiques :

- la capacité de lever le voile sur la complexité des liens existant entre les rapports sociaux de classe et ceux de sexe n'est pas le fait de toutes les théories économiques

L'analyse de genre peut aller de pair avec l'orthodoxie ou l'hétérodoxie

- analyse féministe au croisement des approches néo-classique, marxiste, keynésienne, institutionnaliste, etc.

Stratégie de recherche préconisée pour développement des analyses féministes en économie : exercice de « fertilisation croisée » entre **l'institutionnalisme des origines** et les **théories économiques féministes**

- **L'économie féministe : un champ d'études vaste et éparpillé**
- ***International Association for Feminist Economics (IAFFE)*** : établie en 1992 pour fournir une perspective féministe dans la profession de l'économie : en 2000 : comptait plus de 600 membres, hommes et femmes, dans plus de 38 pays différents
- **La revue *Feminist Economics***, printemps 1995 : contenus théorique et empirique, lié aux politiques publiques
- **Janice Peterson, M. Lewis. 1999. *The Elgar Companion to Feminist Economics, Cheltenham: Edward Elgar*** : environ 90 économistes ; 125 entrées : concepts, écoles de pensée, champs de la discipline, questions de politiques publiques
- **Tracer les contours de l'économie féministe : difficultés de repérage et grande complexité :**
 - **plonge ses racines loin dans l'histoire** : Charlotte Perkins Gilman pour trouver un exposé systématique de la place des femmes dans l'économie (1898. *Women and Economics ; A Study of the Economic Relation between Men and Women as a Factor of Social Evolution*. Boston : Small, Maynard, réédité : New York : Harper and Row, 1966)
 - **tous les courants théoriques et des hommes économistes** : John Stuart Mill et Harriet Taylor Mill, F. Engels, T. Veblen ; A. Sen

- **se développe dans toutes les disciplines : il y a donc de nombreux apports, éclairages, perspectives, à prendre en compte** : dans toutes les sciences sociales, les féministes ont activement contribué à « déconstruire » les catégories de discours androcentriques sur lesquelles celles-ci s'étaient édifiées et à proposer des approches et des concepts plus intégrateurs du point de vue des femmes.
 - **Ex. : en philosophie**, les féministes ont particulièrement fait ressortir l'importance de la remise en cause de la neutralité et de l'objectivité de la théorie et de la démarche de connaissance (Harding, S. (1986), *The Science Question in Feminism*, Ithaca/London : Cornell University Press).
- **se développe tant au niveaux théorique qu'empirique** : au niveau empirique, de nombreuses contributions prennent appui sur l'analyse des « pratiques des femmes », et apporte donc, d'un point de vue descriptif, du matériel qui donne ou ne donne pas lieu, selon les cas, à une théorisation subséquente, plus ou moins développée selon les cas, et intégrée ou non à des corpus théoriques existants.
- **Se développe de façon très détaillé sur des sujets spécifiques, se subdivise en plusieurs littératures spécialisées** :
- **ex** : dans le domaine des politiques sociales, travail et emploi : littérature sur l'analyse de genre de l'État-providence ; littérature sur le travail et l'emploi des femmes (sous-divisions : ex. équité salariale) (économie du développement, écologie, économie publique, etc.).

2.2 Des convergences entre l'institutionnalisme des origines et le féminisme

1^{ère} : La conception de l'économie : « fait de nature » vs « fait social institué »

Les lois naturelles de l'économie

L'économie comme construction sociale

- **Convergence avec l'approche de genre :**

Rejet de la conception essentialiste selon laquelle les caractéristiques de genre seraient des attributs « naturels » masculins et féminins au lieu d'être des constructions sociales

La croyance en des oppositions irréductibles entre les sexes ou entre les espaces sociaux conduit à la dévaluation des activités prises en charge par les femmes.

Implications politiques

- **Voir l'économie comme un fait de nature ordonné a pour effet :**
 - de faire disparaître les conflits dans les relations sociales, car on postule, à tort, que les individus sont égaux et vivent dans un monde économique harmonieux.
 - de présenter la situation économique des personnes comme étant la conséquence de leurs décisions (établies de façon libre, infaillible et éclairée)
 - on reconnaît ici l'idéologie de la responsabilité individuelle
 - ex : selon cette logique et le « grand mythe de l'économie du travail » :
« les pauvres et les chômeurs sont les seuls responsables de leur infortune »
(Cordonnier, 2000 : 7).
 - Guerre aux chômeurs et aux chômeuses plutôt que la guerre au chômage

2^e pt de convergence : la Q de l'objectivité du discours scientifique : comment s'intègrent jugements de fait et jugements de valeur

Opposition tranchée

Nécessaire articulation

Convergence avec l'approche de genre :

- Les féministes mettent en évidence la stérilité et le sexisme des raisonnements structurés sur la base des catégories dualistes (Harding, 1986 ; Jennings, 1993 ; Nelson, 1996). Les « métaphores de genre sont asymétriques au sens où les dualismes masculins/féminins sont hiérarchiques » (Jennings 1993 : 116).
- La pseudo-neutralité de la science sert ainsi à masquer des rapports de domination (Harding, 1986).

Les biais culturels sexistes enracinés dans l'économie, comme l'indiquaient M. A. Ferber et J. A. Nelson dans ce qui a été qualifié de « Manifeste de l'économie féministe »[\[1\]](#):

- « En tant qu'économistes et praticiennes des sciences sociales, nous voulons garder et améliorer l'analyse économique en débarrassant la discipline des **biais créés par la centralité des préoccupations distinctement masculines**. Les féministes soulèvent des questions non pas parce que l'économie est trop objective mais **parce qu'elle ne l'est pas assez**. Trop d'hypothèses et d'idéaux méthodologiques ont été exemptés d'un examen critique parce que les communautés existantes des économistes les ont perçus comme universels et impartiaux » (Ferber, Nelson 1993 : vii).

[\[1\]](#) C'est ce qu'indiquent ces auteures dans la préface de la seconde édition de cet ouvrage : Ferber, Nelson, 2003a : viii.

Ex. la détermination du niveau des salaires :

- Fait économique « objectif » : la rémunération est une valeur objective, le simple reflet du rendement (de la productivité) des individus :
 - donc les gens gagnent ce qu'ils méritent puisque leur salaire reflète leur contribution à la richesse nationale, donc au bien-être de la société ;
 - = une vision du monde = conflit et les rapports de pouvoir sont évacués ; les groupes n'existent pas (seuls les individus) ;
- Fait économique indissociable d'une dimension normative : la rémunération est une construction sociale culturelle :
 - ne peut être comprise en faisant abstraction des schémas sexistes qui se perpétuent dans le cadre de la division sexuelle du travail et en vertu desquels la contribution de travail des femmes est systématiquement dévalorisée

- **3^e point de convergence :**

- **approche statique vs évolutionnaire**

La théorie néo-classique est construite autour de la notion d'équilibre (équilibre « partiel » ou « équilibre général) : résultat de l'interaction entre les décisions des individus correspond à une situation d'équilibre ; modèle est ahistorique et atemporel.

Notion de processus ; dynamique d'évolution et de changement

- **4^e point de convergence :**

- « science économique » vs multidisciplinarité**

- Économiste standard : la théorie économique est conçue selon le modèle des sciences de la nature, les sciences « exactes » : elle est considérée comme étant « scientifique » l'économie est plus rigoureuse que les « sciences sociales » (sociologie, science politique, etc. ou les sciences « molles »**

- Économie comme « science sociale » : intègre éthique, histoire, droit, science politique, etc.**

Conclusion

Propos : réflexion sur questions de **théorie – pratique – action militante**

Théorie économique = un enjeu essentiel pour l'action militante :

« Penser l'économie autrement » pour les militantes et universitaires féministes

Passer par l'adoption d'approches économiques qui rompent avec l'approche dominante, notamment en ouvrant sur les pratiques

L'enjeu est fondamentalement politique

l'institutionnalisme et le féminisme endossent la même posture face aux institutions de pouvoir, capitalistes ou patriarcales : elles en dénoncent les effets et en proposent la transformation

Références

- Caillé, A. 2007 Présentation. *Vers une autre science économique (et donc un autre monde) ? Revue du MAUSS*. Paris, 5-28.
- M. A. Ferber et J. A. Nelson (ed) 2003. In *Feminist Economics Today. Beyond Economic Man*. Chicago: The University of Chicago Press
- Guerrien B. 1989. *L'économie néo-classique*. Paris : Éditions La Découverte
- A. L. Jennings. 1993. «Public or Private? Institutional Economics and Feminism». In M. A. Ferber et J. A. Nelson (ed). *Beyond Economic Man, Feminist Theory and Economics*, Chicago: The University of Chicago Press, 111-129.
- Morel, S. 2008 (adaptation : Annick Druelle). *Une approche économique alternative à la vision dominante : l'institutionnalisme de John R. Commons*, Cahier d'autoformation destiné aux militantes des groupes de femmes, Montréal, Relais-Femmes ;
http://www.relais-femmes.qc.ca/nouveautes.php/#textes_en_ligne
- Morel, S. 2007. « Pour une « fertilisation croisée » entre l'institutionnalisme et le féminisme », *Nouvelles questions féministes, Perspectives féministes en sciences économiques*, vol. 26/2, p. 12-28.
- C. H. Siegfried (1996), *Pragmatism and Feminism. Reweaving the Social Fabric*. Chicago & London : The University of Chicago Press, p. 235.